



Paris, le 13 mai 2020

COMMUNIQUE DE PRESSE

La crise du Covid19 renforce l'urgence de donner plus d'ambition à la future PAC !

Hier, ont été auditionnés par le Parlement européen, le Commissaire à l'Environnement en charge de la stratégie « Biodiversité » et la Commissaire à la Santé et la sûreté alimentaire, en charge de la stratégie « de la Ferme à la Table ». De ces deux auditions, ressortent d'une part l'engagement de la Commission européenne d'adopter ces deux stratégies dans les prochains jours, et d'autre part l'affirmation de la PAC comme instrument essentiel de leur mise en œuvre.

Or nous savons que la mise en œuvre de la réforme de la PAC ne pourra pas démarrer avant le 1^{er} janvier 2023, car non seulement les négociations sur les amendements au projet de la Commission ne sont pas suffisamment avancées au Parlement européen, mais surtout, le cadre financier pluriannuel de l'Union européenne doit encore faire l'objet d'une proposition qui intègre un plan de relance pour aider l'UE à se remettre de la crise du Covid19.

C'est pourquoi, pour la FNSEA, **il est temps de faire une pause dans les discussions sur l'élaboration du PSN (plan stratégique national)**, qui visent à traduire la PAC dans notre pays et qui ont été lancées par le ministère de l'Agriculture il y a un an. Cette pause ne doit pas nous laisser inactifs : l'objectif est de prendre le temps de rebâtir un projet collectif ambitieux pour l'agriculture française et européenne.

En effet, les enjeux multiples de l'agriculture et de l'alimentation, que le Pacte Vert européen remet au centre du projet européen, nécessitent une stratégie ambitieuse et connectée à la souveraineté alimentaire que les grands leaders européens appellent de leurs vœux. Pas des dispositifs normatifs qui engageraient ce secteur économique productif dans la voie de la décroissance avec un impact environnemental incertain, et l'Union européenne vers plus d'importations agricoles et agro-alimentaires, nonobstant la problématique d'équilibre des marchés mondiaux et le risque de déforestation massive importée.

Nous devons tirer les enseignements de la crise sanitaire, conformément aux mots du Président de la République sur l'indépendance agricole, sanitaire, industrielle et technologique de la France. On ne peut pas travailler sur les outils de la PAC sans avoir clarifié les objectifs.

Pour parvenir à une souveraineté alimentaire à l'échelle de l'Europe,
Pour garantir un accès à une alimentation de qualité à des prix accessibles pour tous,
Pour concilier performance économique et environnementale,
Pour permettre aux agriculteurs de vivre dignement de leur métier,

Nous appelons à redonner une ambition à la PAC :

- Une ambition qui s'appuie sur une stratégie commune à tous les Etats membres,
- Une ambition qui permette de soutenir l'engagement des agriculteurs qui s'appuient sur la science et l'innovation pour faire évoluer leurs pratiques dans la transition agro-écologique,
- Une ambition qui s'appuie sur la cohérence entre les différentes politiques publiques nationales et européennes.

Et à la veille de l'adoption d'un plan de relance, nous appelons à traduire cette ambition dans un budget de la PAC à la hauteur, et non en baisse comme toutes les propositions mises sur la table jusqu'à présent par la Commission ou le Conseil.

La France et l'Europe doivent clarifier leur ambition agricole avant de demander aux acteurs de discuter des outils. C'est une question de méthode !

Contact presse :

FNSEA : Marion FOURNIER - marion.fournier@reseaufnsea.fr - 07 60 29 56 17